

Les déserteurs vénézuéliens à la dérive » en Colombie

Plus de dix mille militaires ont quitté le Venezuela et sont impatients de reprendre du service pour le président autoproclamé, Juan Guaido

REPORTAGE

(COLOMBIE) - envoyée spéciale

encore le cheveu ras et l'atrie vissée au cœur». Ils ne savent plus très bien quoi faire de leurs jours depuis le début de l'année, quand les militaires vénézuéliens ont quitté les rangs de la révolution bolivarienne et passé en Colombie. Dans la ville colombienne de Cucuta, une fonctionnaire des services migratoires raconte que le plus gros contingent est parti le 23 février et dans les jours suivants. Le flux s'est beaucoup ralenti, mais ils arrivent goutte-à-goutte.

Le gouvernement colombien, d'abord réjoui de ces départs, se retrouve face à un problème. «Et explosif», prévient le maire de la municipalité de Villa del Rosario, près de Cucuta. Le président colombien Ivan Duque a des pairs latino-américains qui prêtent main-forte : le Brésil, l'Argentine, le Pérou accueillent des déserteurs.

«Le terme ne plaît pas au président Trump», dit le sergent de la garde nationale bolivarienne, Carlos B. «Nous sommes des militaires qui avons choisi de rester du bon côté de l'histoire, de défendre la Constitution

de notre pays», explique-t-il. La formule est de Juan Guaido, le jeune président autoproclamé du Venezuela qui, le 23 février, appelait les militaires de son pays à venir en Colombie pour appuyer l'opération humanitaire qui allait faire tomber le président Nicolas Maduro. «Guaido est notre président légitime et notre commandant en chef, insiste Jorge. Nous attendons ses instructions.»

L'opposition vénézuélienne et ses alliés sur le continent américain, Washington en tête, tablaient sur un retournement de l'armée vénézuélienne qui n'a pas eu lieu. Les camions d'aide alimentaire qui auraient dû passer la frontière sont restés bloqués à Cucuta. Les militaires aussi. Ils se rêvaient en héros et se retrouvent migrants.

« Tiré sans rien dire »

«Moi, je ne suis pas venu là pour laver les vitres ni faire coiffeur», explique Jorge, attablé devant une bière dans un bistrot crasseux de Villa del Rosario. Son regard est de braise. Il poursuit : «Je ne veux pas m'installer en Colombie, ni ailleurs. Je veux libérer mon pays de la dictature, les armes à la main.» Ses compagnons d'armes acquiescent : «Une intervention militaire est la seule façon de venir à bout du dictateur Nicolas Maduro.» Mais ils n'ont plus ni uniforme ni armes. Une fois en territoire colombien, les militaires vénézuéliens qui font défection doivent en effet remettre leur équipement aux autorités locales et subir un entretien serré. La Colombie craint les taupes et les espions. «C'est normal», soupire Jorge.

A en croire les déserteurs, l'armée vénézuélienne est en pleine déliquescence. Mais mille déserteurs, c'est encore peu au regard des 350 000 effectifs de la force armée bolivarienne. «Plus personne au sein de l'armée ne soutient Nicolas Maduro», affirme Carlos B., de l'armée de l'air. Mais les soldats ont peur de bouger. L'intelligence

Tous craignent des représailles contre leurs familles.

« Ils ont tout saccagé chez moi et menacé mon frère », raconte John, 27 ans

militaire, dirigée par les Cubains, contrôle tout ce qui se dit. » Le haut commandement – «qui s'en met plein les poches», souligne Carlos – et les gradés sont restés fidèles au régime. «Ils sont surveillés de plus près que nous», poursuit-il.

Tous craignent les représailles contre leurs familles. «Après mon départ, ils sont venus chez moi. Ils ont tout saccagé, menacé mon frère de le mettre en prison et piqué son ordinateur», raconte John, 27 ans. Sa paie au Venezuela était de 6 000 bolivars souverains, soit 12 dollars par mois. «Je ne pouvais plus acheter les médicaments dont ma mère atteinte d'un cancer avait besoin. Quand, le 23 février, j'ai écouté Guaido sur mon téléphone portable, je me suis tiré sans rien dire à personne», raconte-t-il. John est parti tout seul. En passant clandestinement la frontière, il a rencontré huit autres militaires. Le groupe est devenu inséparable.

« Un matelas et une carte »

La rumeur a couru que l'opposition offrait 20 000 dollars aux déserteurs. Les soldats démentent énergiquement avoir agi pour de l'argent. Mais ils sentent qu'ils se sont fait avoir. John et ses camarades rêvent de partir au Chili ou au Pérou, ou de rejoindre la Légion étrangère française, «si elle veut bien d'eux».

Le 17 mars, le sergent Luis Gonzalez se plaint publiquement, au nom de tous ses camarades. «On nous a donné 350 000 pesos, un petit matelas, une carte de la ré-

gion et trois jours pour partir. Nous sommes à la dérive, nous n'avons de soutien de personne. Nous voulons que Juan Guaido vienne ici nous défendre», se lamente le militaire au micro d'une radio colombienne. A Caracas, Diosdado Cabello, le puissant numéro deux du régime, diffuse la plainte des militaires. «Ils ont été bernés, se réjouit-il à la télévision. On ne leur a rien payé du tout.»

L'aide fournie par le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) à la demande du gouvernement colombien est insuffisante «pour les militaires déserteurs comme pour les milliers de Vénézuéliens civils qui quittent leur pays», soupire un fonctionnaire onusien local.

Le mécontentement des militaires a été discrètement étouffé. «La Colombie ne tolérera aucun trouble à l'ordre public», a fait savoir Bogota, tout en acceptant de prolonger l'aide apportée aux déserteurs, logés dans de modestes hôtels à la frontière.

La décision a ramené le calme, du moins provisoirement. A la lecture du quotidien local *La Opinión*, il est clair que le malaise couve : «Ces individus qui, dans d'autres circonstances, auraient tiré sans égard sur la Colombie sont désormais entretenus par les contribuables colombiens. Combien de temps encore l'Etat va-t-il entretenir ces déserteurs, dans des conditions autrement plus confortables que celles de milliers de Vénézuéliens qui ne reçoivent rien?», dit l'éditorial.

Le maire de Villa del Rosario ne cache pas son inquiétude. «L'Etat doit prendre ses responsabilités et trouver une solution», dit M. Ruiz. Sinon, les groupes armés et les mafias qui sévissent ici à la frontière vont évidemment tenter de recruter ces soldats sans emploi. Et de conclure : «M. Guaido devrait appeler les militaires de son pays à se rebeller dans son pays, pas à venir dans le nôtre.» ■

MARIE DELCAS

au christianisme dans la clandestinité

Les Marocains chrétiens ont écrit au pape avant sa visite au royaume les 30 et 31 mars

CASABLANCA, RABAT - envoyée spéciale

La première moitié de sa vie, Zouhair Doukali, 38 ans, a été un fervent musulman. De ceux qui connaissent le Coran par cœur, animés d'une foi inébranlable. Son père, un imam respecté de Sidi Bennour, au sud-ouest de Casablanca, lui a appris à ne jamais remettre en question ses croyances.

Son frère aîné a été le premier de la fratrie de sept à quitter Mahomet pour Jésus-Christ. «Il est allé poursuivre ses études à Casablanca, où il vivait chez un oncle. Un jour, l'oncle a appelé mes parents pour leur dire de venir en urgence», relate l'informaticien. Une bible est retrouvée dans la maison. Le frère de Zouhair, âgé alors de 16 ans, avoue s'être converti au protestantisme évangélique. «Mon père l'a renié, mon oncle l'a chassé, et il s'est retrouvé à la rue, se souvient Zouhair. Il avait trahi sa famille, son peuple, sa culture. On ne peut pas faire pire.» Zouhair sourit. Quelques années plus tard, lui aussi est devenu protestant.

Au Maroc, où l'islam est religion d'Etat et le roi «commandeur des croyants», les chrétiens étrangers sont libres d'exercer leur culte et sont protégés par les autorités. Mais les Marocains qui choisissent une autre confession sont contraints de vivre cachés. Car, si la loi ne condamne pas explicitement le renoncement à l'islam, les convertis risquent jusqu'à trois ans de prison pour prosélytisme. Dans ce pays majoritairement musulman sunnite de rite malékite, les minorités religieuses représentent 1% de la population. La presse locale fait état de quelques milliers de convertis – entre 2 000 et 6 000 selon un rapport de 2017 du département d'Etat américain. Seuls les services marocains, qui surveillent de près les lieux de culte, connaissent la véritable importance de ce phénomène.

Ces dernières années, les musulmans convertis au christianisme ont profité d'un certain climat de tolérance pour sortir peu à peu de l'ombre. «Il y a moins d'arrestations, moins d'interrogatoires musclés. Tant qu'on reste tranquilles et qu'on ne fait pas de prosélytisme apparent, les autorités nous tolèrent», atteste Zouhair. Rassemblés au sein d'une Coordination des chrétiens du Maroc, dont il est le président, Zouhair et d'autres convertis ont envoyé une lettre au pape, qui doit se rendre au Maroc samedi 30 et dimanche 31 mars, pour demander une reconnaissance des Marocains chrétiens.

Pour Amina, une convertie de 31 ans, il est encore trop tôt. «J'ai trop peur du regard de la société, témoigne cette mère de famille. Si jamais mon employeur venait à apprendre mon secret, je n'aurais plus de travail, et mon enfant serait renvoyé de l'école.» Un épais rideau rouge masque le crucifix accroché au mur de son salon. «On m'a déjà giflée dans la rue, insultée, craché dessus. J'ai déménagé cinq fois.» Amina se réunit chaque dimanche avec une dizaine de fidèles dans des églises installées à la

« Tant qu'on reste tranquille et qu'on ne fait pas de prosélytisme apparent, les autorités nous tolèrent »

ZOUHAIR DOUKALI
informaticien

« Nous sommes marocains avant tout. Pas des traîtres. Pas des étrangers »

AMINA
une convertie

maison où sont placés des autels pour prier. «Nous prions en *darja* [arabe dialectal marocain]. Nous sommes marocains avant tout. Pas des traîtres. Pas des étrangers.»

C'est ainsi qu'a été perçu Zouhair Doukali lorsqu'il s'est converti à l'âge de 19 ans. «On m'a accusé de vouloir obtenir un visa pour les Etats-Unis ou d'avoir touché de l'argent», dit-il. «C'est vrai que les protestants offrent parfois de l'argent, reconnaît Zouhair. Mais les wahhabites en donnent encore plus!»

Son cheminement spirituel a commencé à l'adolescence. Zouhair s'intéresse alors au christianisme et se met à écouter une émission évangélique diffusée en arabe sur Monte-Carlo Doualiya (ex-RMC Moyen-Orient, filiale de France médias monde). «Ils ont commencé à m'envoyer des livres et j'ai échangé des correspondances avec des chrétiens à l'étranger. J'ai trouvé l'amour et la paix dans l'Evangile.»

Missionnaires des Etats-Unis

Comme Zouhair Doukali, de nombreux convertis ont découvert le culte évangélique sur des chaînes étrangères où des pasteurs prêchent en arabe comme Brother Rachid, né au Maroc d'un père imam, devenu animateur de la chaîne évangélique Al Hayat TV, diffusée depuis Chypre. «Ce sont des gens généralement très pieux qui ne se retrouvaient plus dans l'islam officiel et que la propagande évangélique a réussi à séduire, explique un spécialiste des religions qui a requis l'anonymat. Les discours islamiques radicaux qui se sont multipliés ces dernières années ont créé une grande confusion chez certains musulmans.»

La présence de missionnaires venus surtout des Etats-Unis n'est pas étrangère à cette vague de conversion. Des volontaires sous couvert de missions associatives interviennent dans les régions enclavées du royaume. En 2010, une dizaine d'évangélistes œuvrant dans un orphelinat du Moyen-Atlas avaient été expulsés, accusés de prosélytisme auprès des enfants et des populations alentour.

Dans le royaume chérifien, qui veut promouvoir une image d'ouverture et de multiculturalisme, la question est rarement abordée publiquement. «La composante chrétienne marocaine n'est pas un problème nouveau mais il faut laisser le temps au temps. Une réexploration de nos lois est en cours», s'est contenté de dire Ahmed Abadi, secrétaire général de l'association islamique Rabita Mohammadia des oulémas, lors d'une conférence de presse, le 18 mars, à Paris, sur la visite du pape au Maroc.

Pour les autorités, la gestion des Marocains protestants est un difficile exercice d'équilibriste. La nouvelle Constitution, adoptée après les manifestations de février 2011, avait suscité des débats sur les libertés religieuses mais la pression des islamistes a freiné les possibilités d'évolutions. Et l'interdiction d'accès aux Eglises officielles fait toujours planer le risque de voir des Marocains se tourner vers des missionnaires fondamentalistes implantés dans le royaume. ■

GHALIA KADIRI

Le régime de Nicolas Maduro déclare Juan Guaido inéligible pour quinze ans

Amoroso, contrôleur général, a prononcé la sanction, aussitôt rejetée par l'opposition

A - correspondante régionale

Le président légitime du Venezuela par plus de cinquante pays, Juan Guaido a été déclaré inéligible de fonction publique échoué de son mandat de chef du régime en place. C'est le contrôleur général, Elvis Amoroso, chargé de veiller à la bonne tenue des fonds publics, qui a prononcé la sanction, jeudi pour une durée de quinze ans.

«Une décision de l'opposition qualifiée de la décision de Washington», le porte-parole du département d'Etat, Rodolfo Echeverría, l'a jugée «ridicule». Jeudi à Quito, le tout nouveau groupe de contact international pour le Venezuela (GCI), qui réunit huit pays européens (France) et quatre petits pays latino-américains (Bolivie, Brésil, Equateur et Uruguay), a condamné la sanction prononcée par M. Guaido, tout en appelant ses vœux une «solution démocratique à la crise vénézuélienne». La formule a sonné, alors que l'arrivée d'un contingent russe sur le sol vé-

L'opposition suspecte le pouvoir de chercher à faire diversion aux pannes d'électricité qui frappent le pays

nézuélien a fait monter d'un cran la tension internationale. Jeudi, Moscou a fait savoir que ses soldats «qui ne menacent personne» resteraient «aussi longtemps que nécessaire». La veille, Donald Trump avait exigé que les militaires russes quittent le Venezuela.

M. Amoroso a indiqué que ses services avaient détecté des «contradictions» dans les déclarations de patrimoine de M. Guaido. Depuis 2015, le leader de l'opposition aurait effectué «plus de 91 voyages à l'étranger» et séjourné dans des hôtels de luxe, «pour un coût supérieur à 310 millions de bolivars – quelque 94 000 dollars [84 000 euros] au

taux actuel –, sans justifier l'origine de ces fonds», a indiqué le contrôleur général, en affirmant que la sanction n'a «absolument rien à voir avec la situation politique». Ce n'est pas la première fois que les autorités vénézuéliennes usent de leur pouvoir de sanction pour tenter d'exclure un opposant du jeu politique. «Il n'est pas contrôleur», s'est insurgé M. Guaido, en rappelant que M. Amoroso n'avait pas été élu par l'Assemblée nationale mais par l'Assemblée constituante, acquise au pouvoir. «Oui, j'ai voyagé, oui, moi je suis reçu à l'étranger. Pas vous, c'est ce qui vous fait mal», a lancé M. Guaido à l'équipe au pouvoir.

« Sortir de la tragédie »

Depuis le début du second mandat de Nicolas Maduro, en janvier, l'opposition dénie toute légitimité au chef de l'Etat, à son gouvernement et à leurs décisions. La sanction proférée contre Juan Guaido ne change pas fondamentalement la situation, ni le rapport de force du moment. L'opposition soupçonne le pouvoir de vouloir faire diversion alors que les pannes d'élec-

tricité à répétition paralysent le pays et exaspèrent l'opinion.

Jeudi après-midi, le gouvernement a indiqué que le courant avait été rétabli «presque partout dans le pays» après une nouvelle panne gigantesque de trois jours. Les administrations et les établissements scolaires reprendront leurs activités vendredi. American Airlines, la dernière compagnie aérienne des Etats-Unis qui volait encore vers le Venezuela, a annoncé qu'elle suspendait indéfiniment ses vols.

M. Guaido, qui doit continuer de mobiliser sa base et d'entretenir l'espoir, a appelé ses concitoyens à se rassembler les samedis 30 mars et 6 avril. Il veut faire de cette manifestation une «opération Liberté» pour chasser Nicolas Maduro du pouvoir. Les citoyens – civils, militaires et fonctionnaires – sont appelés à s'organiser en «comités d'aide et de liberté» pour «sortir au plus vite de la tragédie que vit le Venezuela par la faute de Nicolas Maduro». Le ministre de l'information, Jorge Rodríguez, a qualifié la manifestation de «simulacre de coup d'Etat». ■

MARIE DELCAS